

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire 46722
Imprimé par Rotographie

rouge

MERCREDI
25 AOUT 1976

Belgique 15 FB
Grèce : 20 drach
Italie : 300 lire
Portugal : 15 esc
Suède : 2,25 Ks.
Suisse 1 FS

Aujourd'hui, le Conseil des Ministres doit annoncer un train de mesures

SECHERESSE ET AUSTERITE

Mieux vaut tard que jamais. Aujourd'hui le gouvernement doit mettre au point en Conseil des ministres les mesures d'aide provisoire aux paysans touchés par la sécheresse. Les conséquences du manque d'eau étaient pourtant prévisibles dès le mois d'avril, et mesurables dès le mois de juillet. Cependant il a fallu attendre trois mois pour obtenir une réaction de ce pouvoir. C'est que, si la sécheresse pose des problèmes pour l'équilibre économique du capitalisme français, elle reste une bonne occasion de restructurer un secteur encore trop arriéré au goût des stratèges du « redéploiement économique », qui savaient que les premiers à disparaître seraient de toute façon les agriculteurs jugés non rentables, ceux qui n'avaient pas les moyens de tirer profit d'une situation difficile.

Mais le gouvernement a du tenir compte du mécontentement qui se développait dans les campagnes. Et puis après tout, l'électorat rural, ça n'est pas négligeable, au moment où la majorité fout le camp. Pour financer cette politique de soutien à *tous les agriculteurs*, qui profitera, en fait, aux mieux placés, il suffisait de faire payer les travailleurs. C'est ce que représente la perspective d'impôt exceptionnel.

La réaction des organisations syndicales a été vive. A juste titre, car l'indemnisation des dommages causés par la sécheresse intervient conjointement à une attaque du pouvoir et du patronat contre le pouvoir d'achat. Le CNPF avait lancé le sujet dès le mois de juillet en remettant en cause l'indemnisation, pourtant déjà restrictive du chômage. A la rentrée, c'est directement au revenu des travailleurs que l'on veut s'en prendre. Finalement, après la crise du pétrole, la sécheresse et l'inflation, voilà des bons prétextes pour imposer le serrage de ceinture ! Mais si les réactions sont unanimes contre ce projet d'impôt exceptionnel, elles n'en recouvrent pas moins des démar-

ches politiques très diverses.

Les syndicats (CGT, CFDT, FO) se retrouvent d'accord pour réclamer une priorité pour les petits paysans, pour que les aides ne profitent pas à « l'agriculture capitaliste ». Fort bien. Mais pourquoi les partis du mouvement ouvrier n'en disent-ils pas autant dans leur plan d'urgence ? Pourquoi ne rien dire du plafonnement des aides pour les gros agriculteurs ? C'est là le résultat d'une politique qui veut ignorer délibérément les différenciations qui traversent la paysannerie et qui préfère considérer la paysannerie dans son ensemble comme une « couche moyenne » parmi d'autres, au même titre que les cadres, par exemple. La même logique amène l'Humanité à dénoncer l'opération du gouvernement comme un piège destiné « à opposer les couches moyennes des villes et des campagnes ».

Dès lors, c'est à qui défendra le mieux les cadres. La CGT et l'UGICT dans un communiqué commun reprochent à la CGC d'abandonner les cadres et d'aller ainsi « dans le sens d'un soutien à la politique du pouvoir » en demandant que l'impôt soit proportionnel au revenu. S'il est vrai que la fiscalité se limite aux revenus salariaux et qu'elle ne touche pas au capital, la défense systématique des hauts revenus par une organisation ouvrière peut surprendre. La CFDT quant à elle, se déclare favorable à une imposition du capital, un prélèvement sur les bénéficiaires de la sécheresse et une contribution sur les revenus annuels supérieurs à 240 000 francs.

Aux attermolements du pouvoir correspond une confusion du mouvement ouvrier. Le souci de rallier les couches moyennes telles qu'elles sont et dans leur ensemble à l'union de la gauche interdit aux partis de gauche de proposer une alternative claire, base d'une alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie qui ne vit que de son travail.

Pierre Lopez



AFRIQUE DU SUD: DES ALLURES DE GUERRE CIVILE

• Les racistes de Pretoria s'apprêtent à tenir un important congrès à Deauville

La grève générale des travailleurs noirs s'est poursuivie mardi. Cette grève qui a été décrétée par les travailleurs des transports bloque en fait toute la ville industrielle de Johannesburg. Le centre de la ville a pris des allures de guerre civile : des forces de police imposantes ont pris position dans les gares de Soweto et aux terminus des autobus en plein centre de Johannesburg ; elles sont en tenue anti-émeute et munies d'armes automatiques. Des affrontements ont eu lieu dans la nuit de lundi à mardi à Soweto et il y aurait eu plusieurs morts. A l'heure où le régime raciste

d'Afrique du Sud tente de faire taire la révolte du peuple noir par une répression sanglante, Deauville s'apprête à accueillir en grandes pompes le Congrès du tourisme sud-africain.

Le régime de Pretoria attache une grande importance à ce Congrès auquel participeront des représentants de l'industrie du tourisme des principaux pays d'Europe. Il cherche par là à promouvoir l'image de marque de son pays à l'étranger et briser son isolement actuel.

Pas étonnant donc qu'il ait choisi la France pour ce Congrès. Les bouchers de Pretoria savaient qu'ils seraient ac-

cueillis à bras ouverts par le gouvernement Giscard qui se montre un fidèle allié de l'Afrique du Sud depuis quelque temps en lui procurant armes et centrales nucléaires.

Un article paru le 5 mai 1976 dans la *South Africa Financial Gazette* sous le titre *avocat de French Connection*, nous explique que M. Pat Sullivan, directeur de l'Association des agents de voyage sud-africains a, après plusieurs mois de négociations, signé officiellement le contrat stipulant que le Congrès se tiendrait pour cette année, à Deauville en France. Et il y aura plein de beau monde le 6 septembre pour accueillir les 300 délégués sud-africains : « Le secrétaire d'Etat au tourisme J. Médecin (vous connaissez celui qui a jumelé sa ville de Nice avec Le Cap) ouvrira cette conférence qui doit durer sept jours du 6 au 10 septembre au Casino de Deauville, conférence à laquelle M. Michel D'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, et maire de Deauville, a accepté de prendre part » nous confie cette même gazette.

On risque de se bousculer début septembre sur les planches de Deauville car les révolutionnaires et les progressistes français seront également présents pour exprimer leur solidarité avec les travailleurs et les jeunes noirs de Soweto et de toute l'Afrique du Sud.

Anna Libera

FRANCE-SOIR: LA GREVE CONTINUE

La salle de rédaction de France-Soir était comble pour l'AG mardi soir où devait être décidées les modalités de la poursuite du mouvement.

Les informations sur l'attitude scandaleusement méprisante des avocats de Winckler et d'Hersant à l'égard des journalistes « qui ne sont que des salariés et des grévistes » et ne pourraient donc « intervenir sur la modification du titre et de l'orientation du journal » provoquèrent la colère justifiée des journalistes : « on n'a que le choix entre dire merci Monsieur Hersant et revoter la grève » entendait-on dans la salle. Le problème était clairement posé : reprise de la grève ou prolongation de la trêve.

Si l'unanimité était acquise pour faire grève jeudi, lors de la journée nationale de l'Union Nationale des Syndicats de Journalistes (d'autres journaux comme Paris-Normandie, pourtant entre les mains d'Hersant ne paraîtront pas jeudi), elle n'existait pas sur la parution du journal aujourd'hui. La motion proposant que « les journalistes de France-Soir reprennent dès

ce soir (mardi soir) le mouvement qu'ils avaient provisoirement interrompu la veille et ce, jusqu'à jeudi 15h où une nouvelle assemblée générale prendrait une nouvelle décision » se vit opposer les arguments du délégué de la CGT des journalistes : « Nous déplorons qu'une stratégie de durcissement du mouvement pour s'opposer à l'arrivée d'Hersant ait été préférée à une stratégie de négociations avec Hersant sur l'emploi, la clause de conscience, le maintien des avantages acquis, celui-ci étant dans la place pour protéger l'emploi de 1 800 personnes et préserver le titre ».

Ces arguments d'une CGT hyper-minoritaire chez les journalistes, mais qui peut exercer un chantage par le biais de la puissante FFLL, ne pouvaient qu'irriter la majorité des rédacteurs. En outre, les journalistes avaient conscience qu'en ne paraissant pas mercredi, ils contribuaient à encourager l'ampleur du mouvement de jeudi. C'est pourquoi la majorité vota à 95 voix contre 80 la poursuite de la grève pour 48 heures.

ESPAGNE

L'AMNISTIE EN TROMPE L'OEIL

Il écrivait « Pain, travail et liberté ». Dans la nuit du 14 août, à Almería en Andalousie, Javier Verdejo, est surpris par le phare d'un garde civil. La lumière le cherche, le fixe. Il court à travers la place, se retourne. Le garde civil épaulé. Un coup de feu claqué, Javier Verdejo, 19 ans, militant des Jeunes Gardes Rouges, organisation de jeunesse du PT, tombe, une balle dans le cou. Pour ses obsèques, 2000 personnes attendent devant le corbillard. On veut y déposer le cercueil. Impossible. Les camarades de Javier le porteront sur leurs épaules jusqu'à la fin. Comme pour souligner la force de la classe ouvrière autour de ses martyrs.

Cela, Suarez le sait. Président du gouvernement espagnol il se rend chez les parents du jeune andalou. Leur présente ses condoléances. Pour lui, la mort est accidentelle. Le

garde aurait trébuché. Son fusil serait parti tout seul.

Cet assassinat suivi de cyniques condoléances résume à lui seul une politique. S'envelopper dans des déclarations « démocratiques », affirmer comme Suarez dans Paris-Match de cette semaine, que « la démocratie est un droit imprescriptible que notre peuple doit exiger », recevoir des dirigeants du PSOE et de l'UGT, et tout faire en même temps pour museler les secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière. On arrête cinq membres de l'ETA le 20 août et libère le 21 quatre autonomistes galiciens condamnés l'an dernier à douze ans de prison. On fait disperser une réunion de chômeurs à Séville le même jour, arrêter un prêtre ouvrier, José Antonio Casasola, et on autorise une manifestation anti-nucléaire à San Sébastien pour le 29 août. Deux

pois, deux mesures qui, s'ils manifestent une certaine hésitation, révèlent au mieux les craintes d'un pouvoir harcelé par une forte combativité ouvrière. Ainsi, dimanche, des manifestants se sont enfermés dans une douzaine d'églises espagnoles. Tous protestaient contre l'assassinat de Verdejo.

De même pour l'amnistie. Un mois après le décret de Juan Carlos, 177 prisonniers politiques seulement ont été libérés. Il en reste donc encore plus de 400 si l'on se limite aux chiffres officiels. 400 camarades qui sont souvent parmi les plus anciens détenus. C'est le cas en particulier d'Antonio Durán, arrêté en 1974 et accusé de participation à l'attentat contre Carrero Blanco. Nous publions ci-dessous les dernières nouvelles que nous avons reçues de lui. C'est la cas également des évadés de Ségovie. L'un d'entre eux, Manuel Isasa Ituriz, militant de l'ETA, condamné à 36 ans de détention est dans une situation très grave. Blessé au cours de l'évasion par une balle explosive « dum-dum », il est atteint de gangrène. On l'a déjà amputé d'une main. Mais tout le bras est malade. Dans une lettre que nous venons de recevoir, ses camarades alertent : « Au lieu de

le transférer à l'hôpital pénitencier, ils auraient dû le garder à Francisco Franco pour voir au moins comment évoluait la situation et l'état de l'humérus. Mais ils comptent très certainement sur les lenteurs administratives qu'exige un nouveau transfert, pour qu'il perde le bras. »

De même les rencontres en cours entre le chef du gouvernement et plusieurs dirigeants de l'opposition comme Felipe Gonzalez, secrétaire général du PSOE. Dans Paris-Match, Suarez passe de la pomade sur le dos de Gonzalez : « Il s'agit dit-il d'un homme d'une intelligence surprenante. Nous som-

mes tombés d'accord sur la presque totalité des problèmes. Cet homme est vraiment très subtil. Il s'agit d'un authentique patriote. » Il tente de la sorte de faire pression sur le PSOE et les composantes bourgeoises de la Convergence démocratique. Il espère la briser pour négocier une sorte de « pacte social » et se donner au plan international un blason libéral et démocratique. Pour la même raison le ministre des « relations syndicales » a rencontré l'UGT, toujours officiellement illégale. Et le ministre des affaires étrangères est en train de jouer les représentants de commerce dans les capitales occidentales.

En même temps, il maintient son refus de légalisation du PCE. « Cela, a-t-il conclu, dans son interview, poserait des problèmes techniques de sécurité très graves ». De quelle sécurité s'agit-il là ? En fait, ils craignent plus la force de la classe ouvrière qu'un parti communiste qui n'arrête pas de déclarer sa bonne foi démocratique. « Nous appliquons une politique unitaire et réaliste, conséquente, visant à accumuler le maximum de forces pour obtenir finalement la rupture négociée », a rappelé récemment D. Ibarruri.

On a appris hier qu'Amancio Cabrera, un des principaux dirigeants de l'ORT est rentré officiellement d'exil, à Madrid. Il a été reçu dès son arrivée par plusieurs responsables de l'ORT et par des membres des commissions ouvrières. Sera-t-il expulsé ?, emprisonné ?

En fait, la politique démagogique de Suarez ne doit pas faire oublier que seules les luttes de la classe ouvrière et des peuples espagnols pourront en finir avec la dictature franquiste. Combien faudra-t-il encore d'amnisties pour que tous les prisonniers politiques soient libres ? JY Touvais

LETTRE D'ESPAGNE

Quasi tous les détenus accusés par après, comme Duran de participation à l'attentat contre Carrero Blanco ont été relâchés : seules, deux femmes restent encore à la disposition de la justice espagnole à la prison de femmes près de Madrid : Eva Forest et Maria Duz Fernandez. Les autres avaient déjà été relâchés durant le premier procès.

Antonio Duran, les camarades sont là pour le dire fait preuve d'un grand courage et dynamisme bien qu'il soit toujours malade. Après avoir passé 8 mois à l'hôpital pénitencier de Carabanchel, il a été transféré à la Provinciale de Madrid sans qu'on ait pu trouver un traitement valable : il est resté plusieurs mois, les yeux bandés ; il souffre d'hémorragies internes produites dans son œil gauche très certainement par une tuberculose pulmonaire ; si l'évolution de la maladie a été arrêtée, on ne peut envisager de guérison en court terme car il ne supporte pas les antibiotiques. Duran souffre également d'une affection cardiaque, et d'une déviation de la colonne vertébrale avec déformation de vertèbres ce qui entraîne de violents maux de tête.

Nous demandons pour le camarade Duran des soins appropriés et continus et le passage de son cas à une juridiction ordinaire. Nous demandons à tous de soutenir Antonio Duran : toute sa vie, il a lutté contre la misère et contre l'ignorance, s'efforçant de s'enrichir et d'enrichir les autres. C'est à nous maintenant de lui tendre la main.

CHINE

Le tremblement de terre de Tang Shan aurait fait 800 000 victimes

Selon une « source diplomatique sérieuse », citée par l'AFP, le séisme de Tangshan aurait fait 800 000 victimes, morts, blessés et disparus.

Cette estimation ne concerne que la zone de l'épicentre, c'est-à-dire l'agglomération industrielle de Tangshan et l'agglomération de Fengnan qui lui est proche, zone dans laquelle vivaient 1 600 000 habitants.

Un violent tremblement de terre

a de nouveau affecté le sud-ouest de la Chine lundi en début d'après-midi. Le séisme de force 6,7 sur l'échelle de Richter, enregistré dans la province du Szechuan n'a pas été confirmé pour l'instant par les autorités chinoises.

Selon l'observatoire de Hong Kong, un typhon se dirige vers la côte méridionale de la Chine.

A.F.P.

aux quatre coins du monde

Colombie : Des guérilleros pro-soviétiques occupent un village

Une centaine de guérilleros des forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC pro-soviétiques) ont occupé, dans la nuit de dimanche à lundi, le village de Murindo, à 220 km au nord-ouest de Medellin, apprend-on de source militaire dans cette ville.

Le groupe, muni d'un armement moderne, comprenait plusieurs femmes, ajoute-t-on de même source. Arrivés vers minuit, les guérilleros se sont adressés à la population avant de quitter le village, au petit matin, emportant des vivres et une somme équivalente à cinq mille dollars prélevée dans les caisses de l'administration des retraités.

Le commandant en second de l'école des carabiniers de Bogota a été grièvement blessé dans un attentat commis dans la capitale colombienne.

AFP

PEROU Cent vingt sept arrestations à l'université de Lima

La force publique est intervenue lundi à l'école d'ingénieurs de l'université de Lima, arrêtant cent vingt sept personnes et saisissant de la « propagande subversive », des armes et des explosifs, a annoncé mardi le ministère péruvien de l'intérieur.

Le communiqué du ministère précise que la police est intervenue sur demande des autorités universitaires à cause des incidents provoqués depuis le 27 juillet dernier par des « activistes politiques d'extrême-gauche ».

Un certain climat d'agitation régnait depuis le mois dernier à l'école d'ingénieurs, située à l'extrémité de la ville, depuis l'évacuation par les autorités des pavillons destinés à accueillir les étudiants de la province considérés comme des réfugiés « extrémistes ».

Pour la libération des travailleurs polonais emprisonnés

Dans plusieurs entreprises circulent des pétitions exigeant la libération des travailleurs emprisonnés en Pologne après les grèves du 25 juin. Après les postiers de Paris St Lazare, ce sont les travailleurs du Ministère des Finances qui ont été porter une pétition avec 127 signatures à l'ambassade de Pologne le 20 août. Ils ont été reçu par un sous-fifre, qui leur a demandé d'où ils tenaient leurs informations. Puis vint la thèse officielle sur les « actes de vandalisme » des ouvriers emprisonnés.

« Qu'est devenu Kuron ? (envoyé faire une période à l'armée) - Il ne lui est rien arrivé.

Et les 13 intellectuels polonais signataires d'une pétition ?

- Eux c'est une autre affaire... »

Ne lâchons pas nos efforts pour faire sortir nos camarades de prison. Il faut submerger l'ambassade de pétitions.

Ambassade de Pologne
57, rue St Dominique 75007 Paris

COREE

Le revirement américain

La Corée du Nord et le commandement américain - sud-coréen se sont mis d'accord mardi pour que la commission militaire d'armistice se réunisse mercredi à Panmunjom afin de discuter de la situation en Corée à la suite de l'incident de mercredi dernier à Panmunjom.

En 24 heures les Etats Unis ont modifié radicalement leur appréciation de l'incident de Panmunjom et de la situation en Corée. Lundi, Gerald Ford réaffirmait son intention de maintenir une attitude de « fermeté » vis à vis de la Corée du Nord et le porte parole de la Maison Blanche faisait savoir que le président considérait comme insuffisante une « expression de regrets » de la part de la Corée du Nord.

Mais le soir même, on apprenait que le département d'état qualifiait de « pas en avant positif » le message de Kim Il Sung (jugé inacceptable la veille !). Interrogé sur les raisons de ce changement de ton, le porte parole de la Maison Blanche était incapable de fournir une quelconque explication, mais précisait que le « le groupe de travail », mis sur pied par le Département d'Etat après l'incident de Panmunjom, avait été dissous.

On apprenait également que les services de renseignements américains étaient persuadés, et ce depuis le début de la « crise », que la Corée du Nord ne recherchait aucunement une confrontation.

Cette information tend à confirmer que la « crise » coréenne a été fabriquée de toute pièce par la Maison Blanche à des fins essentiellement électorales : le candidat démocrate Carter n'avait-il pas déclaré, avant l'incident de Panmunjom, qu'il était favorable au retrait des troupes américaines stationnées en Corée du Sud ?

Les Etats Unis ne pouvaient poursuivre longtemps leur attitude provocatrice en Corée sans apparaître aux yeux de tous comme les agresseurs, ce qui explique que Ford ait laissé tomber après avoir remporté son « succès d'estime » auprès de l'électorat américain.

D'autant plus que 24 pays ont demandé l'inscription, à l'ordre du jour de la prochaine assemblée des Nations Unis, d'une motion réclamant notamment l'accélération du processus d'unification de la Corée, la dissolution du commandement des Nations Unies et surtout le retrait de toutes les forces étrangères de la péninsule.

F. C.

Les Kurdes d'Irak ne rendent pas les armes

Les autorités irakiennes ne se rassasient pas du sang qu'elles ont fait couler afin de mater la révolte kurde au Kurdistan Irak. Elles essaient de faire disparaître l'identité d'un peuple qui n'a pas cessé de lutter depuis le début de ce siècle pour son indépendance et son droit à l'auto-détermination.

Après l'échec de la dernière révolte kurde en mars 1975, les baasistes irakiens ont poursuivi une politique systématique d'évacuation et d'arabisation des régions kurdes.

Si le Chah d'Iran a participé à l'avortement de la lutte des Kurdes en s'alliant les dirigeants bourgeois-féodaux du mouvement kurde, les dirigeants de Bagdad, eux, n'arrivent pas à faire agenouiller facilement les paysans et les ouvriers combattants kurdes.

En effet, la tension monte de nouveau au Kurdistan Irak, quelques opérations armées commencent à se manifester. Des paysans ayant spontanément refusé de remettre leurs armes à l'armée irakienne, se

sont battus et quelques uns ont réussi à se retirer dans les hauteurs des montagnes kurdes.

Pour le régime policier et sanguinaire irakien la réponse est comme à son habitude une répression toujours plus féroce.

Le dispositif militaire irakien a doublé dans la région kurde : contrôle de tous les cols, de toutes les collines, construction d'abris, renforcement des effectifs.

A la suite de l'élimination par des combattants kurdes de soldats irakiens et de collaborateurs dans la région de Zakhko, les districts de Afghani, Afdal, Mulla Arab, Alguli, Sindi et Fish Khabour, ont été évacués de force par l'armée, la population étant rassemblée sur Zakhko ou envoyée vers le sud.

En dépit de la répression féroce des baasistes, le peuple kurde au Kurdistan Irak, continue à être à l'avant-garde de la lutte pour l'auto-détermination de tout le peuple kurde.

Magida S.

France-Afrique du Sud

Un tourisme qui a le goût du sang noir

Réunis le 21 août à Caen en coordination, les représentants des organisations ci-dessous signataires déclarent :

Une nouvelle étape de la résistance du peuple noir d'Afrique du Sud (18 millions) contre la domination blanche (2 millions) s'est ouverte le 16 juin 1976. Le peuple sud-Africain y a déclaré la guerre à l'apartheid, système raciste d'exploitation et d'oppression mis en place par la minorité blanche. Depuis plus de deux mois, le nombre de Noirs assassinés par une répression féroce, blessés, arrêtés, s'accroît chaque jour, sans que pour autant la détermination héroïque du peuple noir fléchisse. L'Afrique du Sud est entrée dans une guerre d'usure pour l'instauration du pouvoir noir.

Le gouvernement français porte une responsabilité énorme dans ces événements par son soutien constant à un régime criminel, qui lui vaut d'être mis, aujourd'hui, au ban des nations. Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement français, en la personne de deux de ses ministres, Mrs.M. d'Ornano et J. Médecin, s'appête à recevoir à Deauville 300 agents de voyage sud-africains dont le Congrès, du 6 au 10 septembre, aura entre autres pour but d'intensifier les échanges touristiques franco-sud-africains, particulièrement dans le sens France-Afrique du Sud.

Refusant que le peuple français apparaisse complice d'un tel scandale, les organisations soussignées appellent à un rassemblement contre la collaboration franco-sud-africaine et pour le soutien à la lutte de libération du peuple noir sud africain, les 4 et 5 septembre, à Deauville, pour y exiger l'annulation de ce Congrès, et proposent l'organisation d'une manifestation de protestation à Paris le lundi 6 septembre, jour de l'arrivée des délégués sud-africains.

Ce rassemblement sera marqué :
par une Conférence de Presse, le samedi 4

septembre à 17h. à l'U.L. CFDT de Deauville-Trouville (21 ruelle Desseaux), où un Sud-Africain exilé expliquera la situation dans son pays, en présence de représentants de mouvements anti-apartheid européens (et anti-outspan).

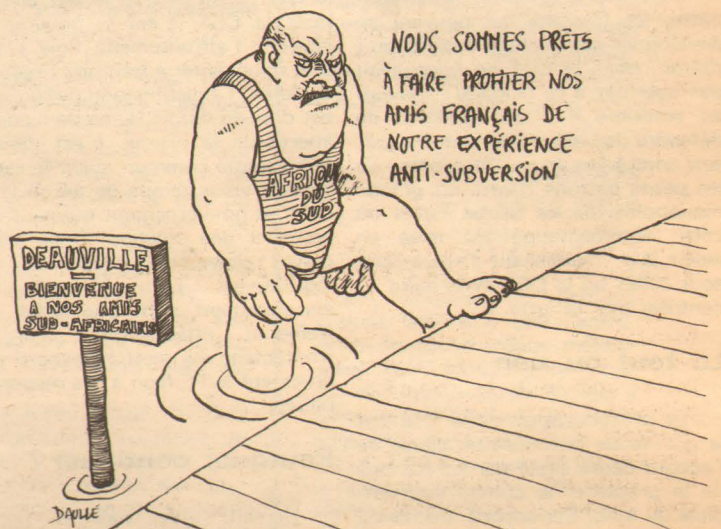
- par un meeting, prévu le dimanche 5 septembre à 15 h. au Temple de Deauville (5, rue de la République) et une manifestation à 17 h.

Elles appellent la population de Basse Normandie à venir s'informer sur la situation en Afrique du Sud et en Afrique Australe, en participant à ce rassemblement (exposition, video, films, théâtre etc., Temple de Deauville), ainsi qu'aux diverses manifestations prévues dans le cadre d'une semaine d'information du 30 août au 4 septembre qui aura lieu dans chacune des villes concernées (Rouen, Caen, le Havre, Flers, Cherbourg, Trouville-Deauville, Rennes).

Elles appellent enfin à la signature de la pétition nationale pour l'annulation pure et simple de la tenue de ce Congrès en France. (On peut se la procurer aux comités anti-outspan de ces villes, ou au COCIAA-CAO Paris, 46, Rue de Vaugirard, 75006, tel : 336.00.14).

Signataires : Rouen : le collectif CAO : Ligue des Droits de l'Homme, PSU, LCR, HR, UGTRF, MDPL, FEANF, Gpe écologique de la région Rouennaise ; Caen : LCR, OCR, AT ; Le Havre : Le collectif CAO : PSU, PS, MJS, LCR, OCR, MAN, GRANV ; Trouville-Deauville : US, CFDT, LCR, Gpe CAO ; Flers : PSU, SCV (APF), Gpe non-Violent ; Rennes : le collectif CAO : CRIDEV, 1% Tiers-Monde Rennes et Domagné, PSU, PS, MRJC, ASTI, Gpe T.M. Mordelles et Chevaque ; FOL, CFDT, LCR, UFCS, Comité de quartier F. Ferrer, UNEK, ARV, Vie Nouvelle, CLIN, SGEN, BR, ASPEL ; Le Collectif National de la CAO-COCIAA : Les amis de la Terre, CNAPF-SCV, ASTI Paris, Artisans du Monde, CEDETIM, CIMADE, CRIAA, MCP, MAN, MAS, MDPL, Mvmt Refus-Redistribution Impôt, PSU, OCA-Rév. Afrique, OCR, UNECAS, VIE Nouvelle.

Deauville :
du 6 au 10 septembre
d'Ornano et Médecin
reçoivent 300 agents
du tourisme Sud-Africain



CONTRE L'ETAT RACISTE D'AFRIQUE DU SUD A DEAUVILLE LES 4 ET 5 SEPTEMBRE

Pétition pour l'annulation du congrès du tourisme Sud-Africain à Deauville



Le gouvernement raciste d'Afrique du Sud ne compte pas en vain sur « sa meilleure amie » (Vorster) ; en effet, la France :

- en dépit du maintien et du renforcement du régime d'apartheid qui domine, exploite et réprime violemment la population noire de ce pays et de la Namibie qu'elle occupe illégalement ;
- en dépit des recommandations des Nations Unis, de l'OUA et autres instances internationales, des représentants du peuple noir d'Afrique du Sud, qui préconisent comme moyen de pression l'isolement économique, politique, culturel, diplomatique de ce pays ;
- d'armer la minorité blanche d'Afrique du Sud (armes qui servent à la répression interne : Soweto, juin 1976, 150 morts au moins, plus de 1500 blessés).
- de lui apporter tout son soutien diplomatique, économique, financier, technologique, culturel (mission de Norbert Segard, du patronat français, de Roger Chinaud).
- de favoriser l'implantation de firmes françaises, firmes qui y appliquent strictement les lois raciales en vigueur.

Tout récemment, après avoir aidé pendant plus de 10 ans l'Afrique du Sud à

développer ses recherches tout azimuts dans le domaine nucléaire, la France vient d'accepter de lui livrer « sans conditions » deux réacteurs nucléaires. Enfin, alors que la révolte gronde, que le sang coule, que des milliers de personnes sont arrêtés emprisonnées sans jugement, déportées, bannies, la France accueille du 6 au 10 septembre prochain à Deauville, le congrès du tourisme sud-africain (ASATA) qui doit réunir 300 délégués d'Afrique du Sud et une centaine de spécialistes européens représentant tous les secteurs du tourisme en Europe. Ce congrès a pour but de promouvoir sur une grande échelle les échanges touristiques entre l'Europe et l'Afrique du Sud et « plus particulièrement entre la France et l'Afrique du Sud ». Ce congrès sera présidé par Jeux membres du gouvernement français, MM. d'Ornano et J. Médecin. Ce dernier est président du groupe parlementaire des amitiés franco-sud-africaine, maire de Nice, ville qu'il a jumelée, fait unique en Europe, avec une ville sud-africaine : Le Cap.

Les signataires, constatant que notre responsabilité dans le maintien de la domination et de la répression du peuple

noir d'Afrique du Sud est directement engagée, exigent que soit mis fin au soutien très actif que le gouvernement français apporte dans tous les domaines au régime raciste sud-africain, et de déclare mobilisé pour dénoncer face à l'opinion publique intensification des liens France-Afrique du Sud.

LISTES DES PREMIERS SIGNATAIRES

M.J. Alexandre (pasteur), M.G. Althabe (chercheur), M.M. Auge (chercheur), Dr Barbier, M. Bastide, Mme S. de Beauvoir, Prof Bernard (Université Nice), M. Bernard (océanographe), M.P. Bonafé (chercheur), Dr Bonnet, M.J.L. Bost, M.C. Bourdet (journaliste), S. de Brunhoff (chercheur), M.R. Cabannes (chercheur), Dr Chabaud F., Mlle M.F. Desbruyères (att. de recherche), M.J.M. Domenech (directeur revue Esprit), M.M. Etchevarria (membre comité directeur PS), M. Godelier (chercheur), M.R. Goebel (prêtre), M.A. Gorz, Mme M. Janin (revue Esprit), M.C. Lanzmann, M.V. Leduc (bureau national PSU), M.C. Meillassoux (chercheur), M.H. Masson (représentant du MMM en France), M.P. Meyer (revue Esprit), M.A. Micallef (pasteur), Mme M.J. Moubaris, M.M. Mousel (bureau national PSU), M. Sally N'Dongo, M.R. Pichon (prêtre), M.Ch. Pierre (membre comité directeur PS), J. Pouillon, B. Ravenel (bureau national PSU), Roby Bois (pasteur), M.J.P. Sartre, M. Thomas, M.P. Thibaud (revue Esprit), P. Toulat (prêtre - Justice et Paix).

AFRICAN NATIONAL CONGRESS D'AFRIQUE DU SUD : P.O. BOX 1791 - LUSAKA - ZAMB

BUREAU D'INFORMATION SUR L'AFRIQUE AUSTRALE 40 rue de Valenciennes 75013 PARIS 13e 337 00 04

Le combat de France-Soir

FACE A HERSANT : RESISTER

La grève de France-Soir s'est (provisoirement ?) arrêtée lundi soir. Les prises de positions de la FFTL et du syndicat des journalistes CGT n'y ont pas été pour rien. Ils dénonçaient l'illusion du « choix d'un bon patron », la « position du tout ou rien » qui peut permettre toutes les menées aventuristes, la « longue prolongation de la grève qui ferait le jeu de l'adversaire qui a tout intérêt à une épreuve de force ». Mais derrière ces déclarations quelles propositions susceptibles de poursuivre la lutte ?

Le choix du patron

C'est tout à fait correct de combattre les illusions qui peuvent se développer sur le choix d'un « bon » patron. Mais la CGT ne nous avait pas habitués à ce langage : souvent au contraire il a été question de défendre des industries bien françaises contre les trusts étrangers, ou les petits patrons contre les grands monopoles. Et les seules luttes où cette argumentation est mise en avant (Lip, maintenant France-Soir) sont celles où la CGT minoritaire ne contrôle pas la lutte.

Le tout ou rien

La préoccupation de la CGT est la crainte de la remise en cause de l'accord-cadre signé par les patrons de la presse et le comité intersyndical du livre. Cet accord, même s'il sanctionne un recul syndical est tout de même un frein aux licenciements et à la dégradation des conditions de travail et de salaire. La CGT redoute que la prolongation de la lutte aboutisse à des licenciements massifs rapides à France-Soir (si elle est battue) et aussi de se retrouver avec une nouvelle affaire du type « Parisien Libéré » sans issue à moins d'un élargissement important de la lutte.

L'élargissement du combat

C'est un des thèmes avancés par la CGT. Non pas pour envisager l'élargissement effectif de la grève, soit à l'ensemble du personnel de France-Soir même, soit à d'autres

titres ; mais simplement pour demander aux journalistes de cesser la leur. C'est là que le bât blesse : pour la CGT, c'est le pouvoir qui cherche l'affrontement. Pour eux, il faut donc éviter à tout prix l'épreuve de force. La justification politique en est donnée dans l'Huma de lundi : la liberté de la presse, c'est dans le programme commun, c'est le retour au bon vieux temps de 44 où le PC était au gouvernement qui peut seul apporter une solution. Donc attendons patiemment 78 et les législatives. D'ici là un réel élargissement, autre que verbal, entraînerait effectivement un affrontement qui mettrait encore plus cruellement le PC face à ses responsabilités.

Pourquoi continuer ?

Hersant n'est pas un patron comme un autre pour une entreprise comme une autre. Hersant, c'est « Jeune Front » créé à Paris en août 40 avec son siège aux Champs Élysées et autres choses dont on ne peut plus parler pour cause d'amnistie. Hersant c'est un empire de presse qui comprend déjà 11 quotidiens, des hebdomadaires, une agence de presse, des imprimeries... Hersant, c'est un « idéal de la presse » tout à fait particulier : rentabiliser (licenciements et publicité) et faire marcher aux moindres frais (« traitement » des dépêches d'agences). Hersant enfin, c'est une rédaction qui doit se plier en tous points aux diktats du député de l'Oise « réformateur » qu'il est. Témoin « Paris-Normandie » qu'il racheta en 72 en bon état financier avec une clientèle centre-gauche et qui a perdu son

équilibre financier et ses lecteurs au profit de la propagande pour Lecanuet.

Quel qu'ait été le contenu de France-Soir auparavant, il s'agit cette fois d'une prise en main directe par le gouvernement actuel de celui qui reste encore le premier quotidien national. Si d'ailleurs Giscard veut reprendre le gouvernement en main en vidant Chirac et propulsant un technocrate à la place, il n'est pas évident qu'il laisse l'(ex) premier ministre doter sa fraction d'une puissance de presse telle. L'enjeu de la lutte est donc la liberté de la presse pour laquelle le mouvement ouvrier dans son ensemble doit se mobiliser, et qu'il est seul à même de mener à son terme.

Comment lutter ?

Ce qui a permis à la lutte des rédacteurs de France-Soir de percer le mur de la presse, y compris à la radio maintenant, c'est la grève. L'an dernier, ceux du Figaro aussi se sont battus contre Hersant, mais en l'absence d'une action visible à l'extérieur, l'écho en est resté très confiné. La solidarité qui s'exprime aujourd'hui est due à la résolution de l'action engagée. Si la grève ne reprend pas mardi soir, le moyen exceptionnel de lutte que détiennent les rédacteurs avec l'appui de tous les ouvriers et employés du livre de France-Soir, c'est leur propre production !

La réparation de mardi a été conditionnée par le passage en une d'un article de l'intersyndicale. C'est dans cette voie qu'il faudrait poursuivre, en faisant de France-Soir une tribune de lutte au service de la grève contre Hersant.

L'ordonnance de 44

La loi actuelle donne un moyen de lutter directement contre Hersant. Il faut l'utiliser dans la bataille menée à partir de France-Soir. Elle interdit la concentration des capitaux d'un seul personnage dans la presse et les prête-noms, ordonne la publication régulière de la liste des principaux actionnaires. Hersant qui contrôle plusieurs quotidiens tombe directement sous le coup de cette loi. C'est le démantèlement du groupe Hersant l'objectif immédiat.

La « technique ».

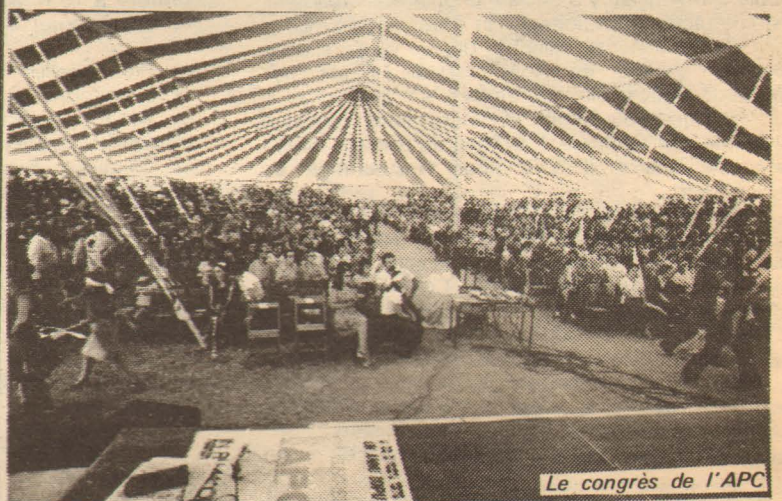
La lutte contre Hersant a mis en lumière le renouvellement des techniques pour fabriquer les quotidiens, notamment le télé-traitement des fac-similés. C'est un progrès considérable qui devrait

En fait, c'est un progrès considérable qui devrait théoriquement permettre une information écrite beaucoup plus rapide en province. Pour l'instant, c'est surtout une menace contre ceux des journaux qui n'ont pas une « surface financière » suffisante, car si elle est utilisée par tous les grands quotidiens (les NMPP (Hachette) risquent de supprimer la diffusion par avion dans le Sud de la France de tous les quotidiens. Sur ce point la lutte s'engage pour une nationalisation des NMPP et des infrastructures des fac-similés. C'est un premier pas dans la lutte pour une extension de la liberté de la presse qui doit être suivi par la nationalisation des moyens d'impression et leur utilisation contrôlée par les travailleurs.

Lise Thalou

CORSE

L'utilisation de la violence divise les organisations autonomistes



Le congrès de l'APC

Les opérations lancées à travers l'île pour retrouver Max Siméoni n'ont eu aucun succès et tout permet de penser qu'elles n'en auront pas plus dans les jours qui viennent.

Si tous les partis politiques ont fait sans surprise les déclarations que l'on attendait d'eux, l'inquiétude s'est emparée de la population après les événements de dimanche soir ; elle s'interroge sur le sens de l'action de Max Siméoni et de ses compagnons. On se refuse généralement à considérer Max Siméoni comme un simple militant de base de l'APC et l'organisation autonome se contente de répéter ce qu'elle disait immédiatement après la nouvelle de l'occupation de la cave d'Aghione, à savoir que cette action est une initiative individuelle de Max Siméoni et que la ligne fixée au congrès ne subit aucune modification.

Le but avoué de Max Siméoni qui a déclaré avoir voulu attirer l'attention, un an après Aléria, sur les problèmes posés par l'existence des grandes caves de la plaine orientale, passe au second plan devant tant d'ambiguïtés. Il ne faut pourtant pas le minimiser : il est vrai que depuis Aléria aucune mesure n'est venue remettre en cause les pratiques ni l'existence des grandes entreprises viticoles, et cela malgré la démonstration éclatante des fraudes commises par la cave Depeille occupée l'an dernier.

Une fois de plus, c'est sur la forme de l'action que tout le débat qui parcourt actuellement

les différentes organisations autonomistes et nationalistes corses va porter. Alors que l'APC réaffirme son légalisme et sa revendication de l'autonomie interne et que le FLN clandestin devient la référence principale de la jeunesse corse, ni l'une ni l'autre n'ont finalement concrétisé la lutte pour recouvrement des droits nationaux du peuple corse en une série d'objectifs de lutte permettant à la population de l'île de prendre elle-même cette



Max Siméoni

lutte en mains.

Le dilemme violence ou non dont jouent le pouvoir et la sainte alliance des clans cantonne la très large sympathie dont jouissent les thèses autonomistes dans une passivité inquiète.

M. Corti.

Quand l'OCI veut discuter Jeux de vilains

L'Organisation Communiste Internationaliste affirme avec le plus grand sérieux qu'elle veut discuter avec la Quatrième Internationale et sa section française, la LCR. Leur journal *Informations Ouvrières* N° 763 vient d'ouvrir à sa façon le débat en nous accusant de tendre la main au PSU, qui tent la main au PCF, qui avec les radicaux de gauche et le CERES tend la main aux « gaullistes honnêtes ». Remarquons au passage que le CERES est qualifié avec finesse « d'appendice clérical, baptisé par certains de « gauche » » (sic) et que, comme par hasard, dans la ronde de collaboration de classe, ne manque que Mitterand et la direction du PS...

Sur quels arguments se fonde l'OCI pour nous accuser d'apporter notre soutien à la collaboration de classe ? Sur la réponse parue dans *Rouge* N°119 à la « libre opinion » de

Victor Leduc du PSU, imprimée dans *Le Monde* ! Sans même citer aucun passage essentiel de la réponse. Aussi avons nous demandé à l'OCI de publier intégralement la réponse de Victor Leduc, histoire de voir si cette organisation est encore capable de distinguer la discussion de la calomnie.

On peut en douter, quand dans le même *Informations ouvrières*, on peut lire, dans un article sur les PTT « comment ne pas apprécier tout le contenu politique de la réflexion de ce postier, plus tout à fait jeune, qui à la sortie, disait en montrant les militants de la LCR « ces gars du PC, ils ne changent jamais ! »

On ne comprenait pas pourquoi l'OCI, dans une tribune à *Rouge* reconnaissait que nous appartenions tout de même au mouvement ouvrier. C'est chose faite !

René Yvetot

LA SITUATION AU LIBAN

Réunion débat organisé par les
Fédérations de la Région Parisienne de la LCR

MERCREDI 25 AOUT A 20H
44 RUE DE RENNES

avec la participation de Magida Salam et Selim Accaoui
auteurs de « Comprendre le Liban » (éditions Savelli)

Quelles revendications pour une médecine de la naissance ?

- A la Banque de France sept mois et demi de congé payés pré et post natal.
- Sur 800 000 naissances en France il y en a 120 000 à risques !

Depuis des années, la bataille pour le libre choix de la maternité pour les femmes a été essentiellement celle de l'exigence de l'avortement et de la contraception libre et gratuit. Il est temps que les militants révolutionnaires sachent aussi défendre le droit des femmes à avoir les enfants qu'elles désirent et dans les meilleures conditions. Cette lutte est tout aussi nécessaire et actuelle.

Syndicalisme Hebdo du 19.8 nous informe que la Banque de France vient d'accorder aux femmes enceintes le droit à un congé prénatal de un mois et demi à plein traitement et à un congé postnatal de six mois, à plein traitement également (ou trois mois, plus six mois à demi traitement). De plus les femmes enceintes bénéficieront de trois quarts d'heure de réduction quotidienne de temps de travail à partir du dépôt du car-

Par rapport à ces dispositions les banques étaient déjà favorisées. Les titulaires pouvaient bénéficier de cent trente jours de congé maternité (soit quatre mois et demi). Par ailleurs une réduction d'horaire de trente minutes par jour était accordée (les fonctionnaires ont droit elles à une heure), ainsi que trois mois de congé maternité en plus, et quinze minutes de travail en moins par jour : voilà des avantages substantiels ! Pourtant, cela ne doit pas faire illusion, la médecine des naissances en France est très mauvaise ; il y a aujourd'hui 100 % des naissances qui sont prématurées, et il y a eu soixante mille handicapés en quinze ans (provoqués surtout par accident). Bref, sur 800 000 naissances aujourd'hui, il y en a 120 000 à risques ! Or, on pourrait réduire de 60 % le nombre des nouveaux nés, affirme le professeur Minkowski dans son livre « Pour un nouveau né sans risque », (Collection Laurence Pernoud)

Mais, pour supprimer la mort péri-natale et réduire le nombre des handicapés il faudrait qu'un certain nombre de conditions élémentaires soient réunies comme le montrent les résultats obtenus dans des pays aussi différents, que la Suède, la Bulgarie, ou la Chine Populaire.

Ainsi, en Suède, où l'on constate la mortalité périnatale la plus faible (11 morts pour mille pré et post-natales), les femmes enceintes ont droit à quatorze visites obligatoires. En France, seules quatre visites sont obligatoires, même si les femmes peuvent obtenir une visite mensuelle si elles l'exigent. En Chine, en 63, le taux de mortalité périnatale était de 12,4, pour mille ! Il faut dire, que le personnel sanitaire est proportionnellement cinq fois plus élevé qu'en France ! D'autre part, si le

taux de prématurés est faible, cela est dû aux mesures de repos progressif accordées aux femmes enceintes, qui travaillent en usine et à la campagne.

Par contre, en France, si une femme enceinte peut légalement demander sur justification médicale, une mutation de poste, son changement d'affectation est bien sûr subordonné à l'accord du patron, et s'il y a litige, c'est le médecin du travail qui tranche ! Pour les patrons, les exigences de la productivité passent évidemment avant les besoins des femmes enceintes au risque d'entraîner de graves complications pour la mère et l'enfant !

Quelles revendications ?

Voilà pourquoi les revendications mises en avant par la plate-forme syndicale interconfédérale CGT-CFDT sur les femmes travailleuses de fin 74 (reprises par la commission femmes du SGEN-Recherche) sont aussi fondamentales que celles touchant au salaire.

Il faut en effet, exiger l'augmentation du nombre des visites prénatales obligatoires (une au moins par mois) mais aussi imposer qu'elles soient assurées par des personnes formées et compétentes. Il faut aussi obtenir que toutes ces visites soient prises en charge à 100 % par la sécurité sociale.

Il faut exiger en plus :

- le droit à des congés rémunérés pour les visites nécessitées par la grossesse et pour la préparation à l'accouchement.
- la possibilité de changer de poste de travail sans réduction de rémunération si ce poste est dangereux pour la santé de la femme ou de l'enfant. Dans ce cadre-là, l'avis de la femme appuyé

net de maternité et d'une heure et demie à partir du sixième mois. Trois questions se posent :

- Ces nouveaux stages sont-ils importants ?
- Ces acquis sont-ils suffisants pour permettre aux femmes travailleuses d'accoucher dans de bonnes conditions ?
- Au delà du problème de l'accouchement lui-même n'y a-t-il pas d'autres revendications tout aussi urgentes à mettre en avant ?

Rappelons d'abord que la loi du 11 juillet 75 prévoit dorénavant :

- une interdiction de travailler de huit semaines au lieu de six auparavant.
- un congé maternité de 14 semaines avec prolongation possible jusqu'à 16 semaines.

par un certificat médical doit prévaloir sur celui du patron, même, si le médecin du travail donne raison à ce dernier !

- le temps de pose payé, ainsi que des salles de repos aménagées
- le remboursement de toutes mesures nécessaires pour la remise en forme physique après l'accouchement
- les visites médicales postnatales, si nature du travail l'exige
- ce congé maternité de dix-huit semaines remboursé à plein salaire.

Aujourd'hui, dans les banques il est possible pour une femme de prendre un congé sans solde de deux ans, pour élever son enfant après son congé maternité. Le gouvernement envisage d'étendre cette possibilité à toutes les branches.

Encore une fois, nous réaffirmons, que notre logique n'est pas de demander la prolongation indéfinie et discriminante du congé des femmes. En effet, ce type de mesures peut avoir comme type de conséquences de favoriser la discrimination des femmes au travail, de masquer l'absence lamentable des services collectifs, de perpétuer la prise en charge des tâches ménagères et de l'éducation des enfants exclusivement par les femmes.

Nous préférons exiger, au delà du congé maternité nécessaire, le développement de crèches de qualité gratuites permettant aux femmes de reprendre leur travail quand elles le désirent... La bataille ne fait que commencer !

Claire



Les beaux livres des animatrices

Il existe une catégorie de travailleuses qu'on appelle les « animatrices de maternelles » (les femmes assument cette fonction à 90 %). Elles sont chargées de s'occuper des enfants de ces écoles entre les classes, c'est à dire le matin entre 7 h et 8 h 30, à midi et le soir jusqu'à 18 ou 19 heures

Ces travailleuses, qu'elles soient employées par la préfecture comme à Paris ou par les communes, occupent une fonction qui n'existe pas dans les échelles de classification des statuts de fonctionnaire ou des travailleurs communaux. C'est une profession de création récente et d'implantation locale diversifiée aux faibles rémunérations (à la journée, ou au mois selon les cas). Aucune garantie d'emploi ne leur est accordée et elles peuvent se retrouver au chômage du jour au lendemain sans qu'aucune explication ne leur soit donnée.

Sous le titre pompeux et moderne

d'« animatrice » elles sont en fait chargées de mater attentivement les enfants, de les faire manger « comme il faut », etc. Il reste peu de temps pour les faire s'animer. Du reste dans la plupart des cas aucun matériel n'est fourni par l'administration, peu ou pas de jouets, etc. En fait de formation, souvent rien, parfois quelques jours de stage de « formation pédagogique ».

A Vitry s/Seine (banlieue parisienne) par exemple, les animatrices de maternelles ont à leur disposition des livres traitant de la psychologie de l'enfant, de sa sexualité, etc. Ces livres circulent dans les écoles et leur sont conseillés par leurs supérieurs hiérarchiques. Ainsi parmi un fatras de bouquins, le livre : *Cette éducation sexuelle qui nous fait peur* publié par « l'école des parents ». (Coll. Laurence Pernoud. Ed. Stock). On peut y lire des choses tout à fait intéressantes. Voici quelques extraits des meilleurs passages :

« L'acte qui fait naître est l'acte sexuel... « Cependant, une fois l'enfant né, sa mère et lui sont confondus dans la même innocence. Ce tableau, si souvent reproduit de la vierge et l'enfant, témoigne de l'importance de cette image dans notre civilisation. Nous considérons d'une certaine manière que la jeune mère est purifiée par son accouchement et qu'elle est désormais désormais consacrée à son bébé ». (sic) « Ressent-elle, consciemment ou non, que cette vie qu'elle met au monde est la justification et le sens de sa condition féminine ? »

Femme impure par l'acte sexuel, punie par ses neuf mois de grossesse, d'infirmité et de douleurs, elle est purifiée par l'enfant qu'elle met au monde. Elle est donc bien « sexe », mais pas femme à part entière, c'est par la procréation qu'elle vaut. C'est son rôle unique et c'est à elle que revient la charge de l'élever.

Lorsqu'il est question de l'homme par rapport à sa femme qui enfante, c'est à lui « s'il se sent rejeté, de faire alors valoir les droits du couple, même si, ce faisant il paraît satisfaire ses besoins les plus égoïstes ». Les droits du couple, c'est bien le droit de l'homme à disposer de sa femme sexuellement quand il le désire.

Sur les petites filles et la différence de sexe : « elles ne savent pas que l'on naît avec ou « sans » et elles ressentent comme un manque, une injustice leur situation féminine. Cela n'a rien à voir avec les revendications féministes des adultes, bien entendu » (sic).

les livres « d'éducation sexuelle » sont non seulement le reflet de l'idéologie dominante en la matière, mais aussi les vaillants défenseurs de la politique nataliste et familiale de la bourgeoisie.

en lutte

UNE SOCIÉTÉ DU DOUBS EN LIQUIDATION

La crise de l'horlogerie touche particulièrement les régions du Doubs et du Haut Doubs, et désormais nombreuses sont les entreprises qui licencient. Ainsi la société « RELIAC » avait déposé son bilan le 22 juin dernier, et lundi les syndicats ont annoncé devant le comité d'entreprise le licenciement des 72 ouvriers de l'entreprise, les préavis de licenciements prenant effet le 26 août. La section CFDT s'oppose aux licenciements et dénonce « la situation douloureuse du personnel horloger de la région de Maiche et de la saturation de l'embauche accrue par le retour en France des ouvriers frontaliers licenciés des usines suisses ».

LICENCIEMENTS A LA SA LE ROUX (Morbihan)

120 licenciements risquent d'avoir lieu dans cette entreprise de constructions métalliques. Vendredi dernier le Tribunal de Commerce de Rennes a prononcé la mise en règlement judiciaire de l'entreprise. Les juges rennais ont préféré laisser la sale besogne de procédure définitive aux juges vannetais; ils n'ont pas osé prononcer une liquidation des biens avec fermeture immédiate, mais ces magistrats ont tout de même constaté que « l'activité potentielle de l'entreprise quelle que soit la solution envisageable doit amener, aux dires des curateurs, le licenciement immédiat d'environ 50 % de l'effectif ».

Correspondant

LES PRODUCTEURS DE RAISINS S'EXPLIQUENT.

Pour la fédération des producteurs de raisins de table la crise actuelle ne provient pas d'un excédent des surfaces (qui sont stables depuis dix ans) mais d'une mauvaise situation du marché. Ils réclament en conséquence trois séries de mesure de la part des pouvoirs publics : une aide à l'exportation, une amélioration de la transformation, et une campagne. Les producteurs ont aussi envisagé de demander l'application de la clause de sauvegarde visant à interdire les importations de raisins italiens. AFP

11 TONNES DE PÊCHES GRATUITES

13 communes du Val de Marne (municipalités communales) ont organisé en collaboration avec des arboriculteurs de la Drôme une distribution de pêches. Les personnes âgées du département ont pu profiter ainsi de fruits qui étaient destinés à la décharge publique.

Une initiative qui pourrait être reprise et même étendue. En Italie, ce sont de véritables marchés parallèles qui proposent aux travailleurs des produits acheminés en dehors des intermédiaires. A quand les marchés rouges ?

De Marne la vallée à Strasbourg L'autoroute aux 100 péages ?

L'inauguration en septembre de l'autoroute Paris-Strasbourg par V. G. d'Estaing aura-t-elle lieu à la date prévue ? Pour une fois, les travaux sont terminés. Le problème est plutôt aujourd'hui de savoir qui va payer ?

Depuis plusieurs mois maintenant la fièvre monte aux deux extrémités de l'autoroute, et le principal litige est celui de l'installation des postes de péage.

La règle tacite qui consiste à ne pas faire payer les autoroutes aux abords immédiats des grandes villes, déjà attaquée à plusieurs endroits (à Tours par exemple), semble complètement ignorée dans la conception de l'autoroute de l'Est. C'est sur cette question là que se cristallise la controverse entre le gouvernement, les communistes et l'UDR.

D'abord à Marne la Vallée : dans le Val de Marne où le président du Conseil Général est communiste depuis les dernières cantonales, il est prévu d'installer des péages. Du coup l'autoroute A 4 sera payante à 10 kilomètres de Paris ! Et pourquoi pas, si ce coup d'essai marche en faire de même sur les trois autres autoroutes parisiennes qui sont gratuites sur un kilomètre supérieur ?

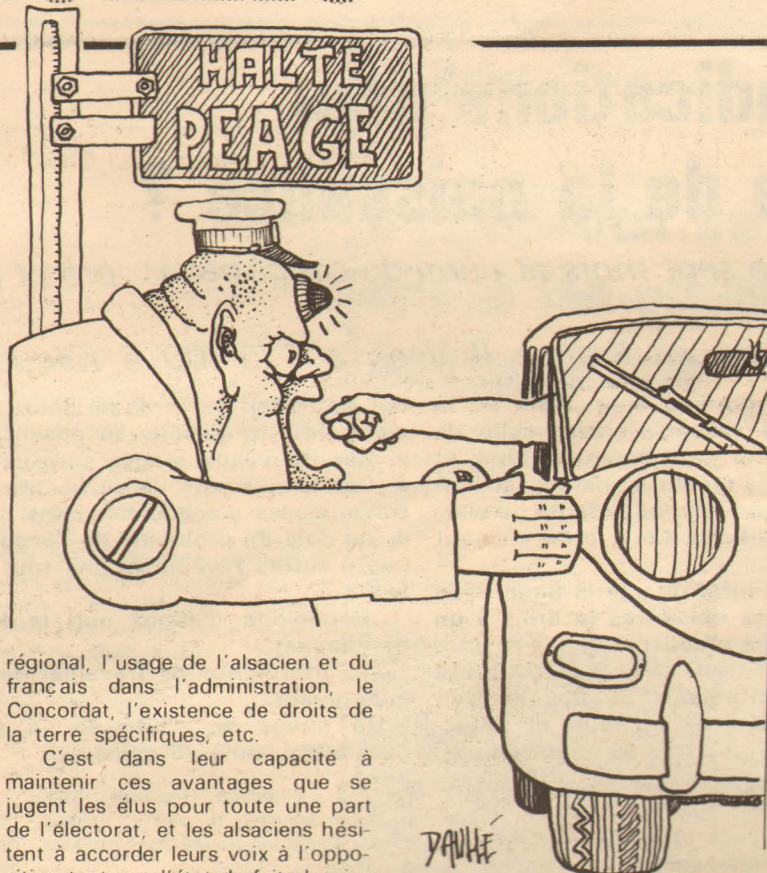
Le Parti Communiste dénonce « le péage giscardien », mettant l'UDR qui s'était prononcé en 73, dans une situation délicate... si bien que R. Nungesser et Michel Giraud

vont revenir sur leur position de 73 et prendre à leur tour position contre ces péages qu'ils avaient considérés « mesure d'intérêt général ». Les communistes ont remporté une première victoire puisque le 3 août, les travaux ont été suspendus pour « étude complémentaire ».

A l'autre bout, le scénario est semblable : la localité de Brumath situé à 15 kilomètres au nord de Strasbourg, aux rues sinueuses, ralentit plus de 18 000 voitures par jour. L'autoroute permet de la contourner mais il faudra payer.

Un député communiste a réclamé la semaine dernière la gratuité sur tout le réseau alsacien entre Strasbourg et Sarre Union (73 km) dans des affiches et des tracts. Deux députés UDR, eux, dans une lettre à Giscard font appel aux sentiments alsaciens (!) : pourquoi les alsaciens « devraient payer pour leurs concitoyens qui bénéficieront d'une voie rapide Wissembourg-Bâle, gratuite grâce au financement de la région Alsace ? ». Les responsables UDR estiment que le principe du péage n'est pas à remettre en cause, mais qu'il faut tenir compte des réalités locales...

Bien curieux, ce discours dans la bouche de notables UDR ? Oui, mon bon ami, mais pas en Alsace. L'implantation électorale gaulliste et social-démocrate est héritée du maintien de privilèges régionaux particuliers, comme le parlement



régional, l'usage de l'alsacien et du français dans l'administration, le Concordat, l'existence de droits de la terre spécifiques, etc.

C'est dans leur capacité à maintenir ces avantages que se jugent les élus pour toute une part de l'électorat, et les alsaciens hésitent à accorder leurs voix à l'opposition tant que l'état de fait alsacien est protégé. Mais où va l'UDR si ces passes-droits sont rognés par le gouvernement ? Les élus gaullistes en prenant la défense de la gratuité de l'autoroute de Strasbourg — et pas des autres — prennent la défense de leurs sièges alsaciens. La solution qui interviendra en Alsace résultera sans doute des pressions de nombreux notables et il est bien possible que le gouvernement recule...

Le prix de l'autoroute : cette autoroute sera de toutes façons l'autoroute au plus fort péage de France : 18 centimes du kilomètre pour une voiture de tourisme, soit deux fois plus que le prix de l'essence !

Pour aller de Paris à Strasbourg par Metz, il faudra payer 90 francs (presque le billet de train), sans compter l'essence. Les péages « bon marché » d'il y a quelques années sont loin, et il s'agit bel et bien aujourd'hui d'une rentabilisation qui interdit l'autoroute à la plupart des travailleurs automobilistes.

Pendant ce temps, la mise sur 4 voies de la RN 4 est plusieurs fois retardée, et certains maires se demandent s'il n'y a pas là un choix pour forcer les automobilistes à prendre l'autoroute...

La démocratie automobile se lézarde, la vitesse et la sécurité deviennent plus chères.

P. Verdon

l'homme des casernes

Le bidasse en colère

C'est le nom du bulletin du comité de soldats du 27^e RI de Dijon qui vient de sortir son numéro d'août. Essentiellement destiné, comme la plupart des bulletins récemment sortis, aux appelés de la 08/76, *Bidasse* reprend et justifie l'ensemble du corps de mots d'ordre avancé par le comité. En particulier, le droit à la liberté d'expression et d'organisation, le droit à la santé et à la sécurité, le droit aux per-

Communiqué de Spirite-Rouge

Pas de vacances pour le comité de soldats commun au 10^e RG et au 1^{er} Spahis stationnés à Spire (FFA). Effectivement, le mois d'août a été particulièrement chargé. L'activité a débuté dans la nuit du mardi 10 août au mercredi 11 par un bombage sur la façade de la compagnie d'instruction, et sur le mur des escaliers du réfectoire de cette même compagnie, avec le texte suivant : « Vive le comité, liberté d'expression et d'organisation », « Sous l'uniforme, tu restes un travailleur ». Signé : « Spirite-Rouge ».

Ce bombage a pu demeurer le temps nécessaire et a été bien apprécié par le contingent 08/76.

Le samedi suivant, ce même contingent recevait au 10^e RG une lettre d'information et d'appel à la lutte avec Spirite-Rouge. Cette lettre a pu, dans l'ensemble, atteindre son but, malgré l'intervention de l'encadrement.

Le mardi suivant, le 17 août, c'était une intervention nocturne de la fraction du comité appartenant au 1^{er} Spahis : elle s'est manifestée sous la forme d'un collage d'affichettes dans les toilettes et sanitaires des différents escadrons avec comme mot d'ordre : « Sous l'uniforme, tu restes un travailleur ». Cette action réussie a pu avoir l'impact prévu.

La réponse des chefs de corps fut bien sûr le traditionnel recours à la Sécurité Militaire. Spirite-Rouge

Melun : les bidasses sur la paille

Le 1^{er} RAMA de Melun fait partie des régiments mobilisés dans le cadre de « l'opération-paille ». Dans le n^o 8 de son bulletin, *le Rama-Joie*, le comité de soldats donne son point de vue. Le sens de l'opération ? « Une fois de plus, il s'agit d'une manœuvre de prestige. Dans la foulée des journées portes-ouvertes et des Tuileries. Il s'agit pour l'armée de regagner la sympathie de ceux qu'elle est censée protéger. ». Sa « générosité » à l'égard des paysans, c'est sur le dos des bidasses qu'elle s'exerce. « Les réveils à cinq heures du matin, c'est pour nous. Les week-end à la paille, les permissions supprimées, les rations de guerre en guise de repas, c'est pour nous. »

Un petit dessin la donne, en raccourci. Face à un mur où sont rayés les mots « Larzac », « Canjuers », « Fontevraud », un paysan s'interroge : « J'y comprends rien. D'abord, ils volent nos terres. Et puis après, ils veulent nous aider. »

10 000 personnes à la messe de Lefèbvre ?

L'hostie est en hausse

Marcel Lefèbvre, qu'on appelle déjà de ci, de là, *le Pape d'Econe* fait monter les enchères. La messe qu'il va célébrer dimanche 29 à Lille apparaît de plus en plus comme une épreuve de force de grand style avec l'autorité pontificale.

Finesse tactique ou incertitude quant au nombre et à la détermination de ceux qui pouvaient le soutenir : Lefèbvre s'était attaché ces derniers jours à multiplier les signes d'apaisement. Tout en maintenant sa volonté de célébrer sa messe, malgré la « suspension » dont il est frappé, il prenait soin de préciser qu'en tout état de cause cette messe n'aurait qu'un caractère privé (un millier de participants tout au plus !). On expliquait même dans l'entourage du Monseigneur que des télégrammes avaient été envoyés dans toutes les associations traditionalistes afin d'éviter un trop spectaculaire, et surtout trop insolent, afflux de fidèles à Lille. « Nous pourrions avoir 50 ou 100 000 personnes à Lille si nous le voulions » pérorait voilà seulement quelques jours un proche de Lefèbvre. « Ce n'est pas notre but. »

On change maintenant la crosse d'épaule. On annonce au grand fracas que tous les traditionalistes des « quatre coins de France et de Belgique » se retrouveront dimanche à Lille. Une enceinte de plus de 10 000 places est retenue. L'intendance suit : une commande de 8 000 hosties, pas moins, a été faite afin de pouvoir aux besoins des fidèles. Jolie escalade.

La balle est maintenant dans le camp du Pape. Le suspens retro est à son comble. Excommuniera, excommuniera pas ? A vrai dire Paul VI est bien embarrassé. Il est plutôt délicat, pour un Pape aussi contesté, d'avoir recours à une sanction de cette ampleur. Car là est le fond de l'affaire : dans son combat avec plus

réactionnaire que lui, Paul VI ne peut guère compter sur les courants progressistes de l'Eglise. Vis à vis de ceux là, loin d'être soupçonné de « modernisme », il pêche plutôt par obscurantisme crasse. Forcé de se garer à droite, il ne peut guère espérer de soutien sur sa gauche. Le quasi silence des chrétiens progressistes sur l'affaire Lefèbvre en dit long : cette affaire n'est pas la

contre une Eglise qui sous couvert de s'ouvrir au monde s'est « rendue » à lui, marchandant déjà la chapelle contre l'archipel (du Goulag, bien sûr), fascinée qu'elle est, dans son peu de foi, par le marxisme (traduisez le stalinisme). Raison encore contre les intégristes de tous poils, genre Lefèbvre, qui annoncent le dogme au lieu de réapprendre à lire l'Evangile. Cette Eglise

a les prophètes qu'elle mérite. Clavel fait bien l'affaire.

Schisme ou pas, pour spectaculaire qu'il soit le craquement organisé par Lefèbvre n'est pas des plus décisifs. On peut même penser qu'il en provoquera d'autres. Plus graves que quelques milliers d'hosties distribuées sous les projecteurs ne suffiront pas à apaiser.

JF. V.



L'évêque Lefèbvre (Gamma)

leur, cette querelle moyenâgeuse est bien loin des préoccupations qui les animent, des contradictions qu'ils doivent assumer. Eux qui se veulent fidèles à l'unité d'une Eglise pilier d'un ordre que, de plus en plus nombreux ils combattent.

Il n'est guère qu'un Maurice Clavel, le saint Jean bouche d'or du Nouvel Observateur qui se sente le cœur à élever le ton. Cette semaine encore et sur une double page, indifférent au ridicule, il distribue bons et mauvais points. Affirme que lui, le pur des purs, le modeste et humble soldat de dieu, le fantassin de l'Eglise a toujours raison. Raison

Courrier

« Cachez ces copains que je ne saurais voir ! »

Une lectrice des Pyrénées Atlantiques loue un petit logement indépendant où elle vit avec sa fille. Des amis, sans gêner personne s'y retrouvent souvent. Elle a reçu la lettre suivante de son propriétaire :

« Considérant que vous êtes ma (souligné par lui) « locataire en meublé » et non « en vide » dans un immeuble privé (...), je me sens obligé de vous faire les remarques suivantes, qu'il me répugne de vous faire de vive-voix.

Ce n'est pas grave, mais ça a son importance, ne serait-ce que pour certaines réflexions plus ou moins anodines de quelques voisins de la rue ! Nous avons moi-même et ma femme l'esprit très libéral et n'avons pas à nous immiscer dans vos relations et votre vie privée. Cependant, je vous demande de raréfier vos visites tellement diversifiées de camarades masculins. Ce sont assez rarement les mêmes et si certains paraissent parfaitement corrects et bien élevés, d'autres marquent assez mal et parfois, ne vous trouvant pas, viennent sonner chez nous en insistant pour

savoir où vous pouvez vous trouver. (...) Nous ne voyons absolument aucun inconvénient à des visites de « vrais amis » venant régulièrement, mais nous en voyons à cet assortiment très varié de « copains ».

Nous vous trouvons, vous et votre fillette, très sympathiques et vous demandons cet effort très amicalement, par lettre, car cela évite des discussions et l'on s'exprime mieux pour se faire comprendre.

Croyez mademoiselle à nos toujours meilleurs sentiments. »

Cette lettre puante d'hypocrisie et d'ambiguïtés est écrite dans un français soigné. Il faut dire que ce Dupont-Lajoie là est un officier de marine en retraite. Comme quoi celui qui n'a pas les moyens d'être propriétaire ne peut recevoir qui il veut... Surtout si ce locataire est une femme ! Ceci est bien sûr théoriquement illégal, mais les baux (un bail... des baux !) de location stipulent en général que le locataire doit occuper les lieux bourgeoisement et y vivre en bon père de famille...

« musique ouverte à Châteauvallon »

(suite)

Le festival se poursuit avec des hauts et des bas, plus de hauts que de bas. « Jazz à Châteauvallon » est mort en 1973. « Musique Overté » est né cette année. Du jazz, beaucoup de jazz, mais aussi de la musique contemporaine avec l'Ensemble Musique Vivante de Diego Masson et le New Phonic Art de Michel Portal (cf Rouge du 23 août); de la musique traditionnelle avec une séquence égyptienne très applaudie (voir l'article ci-contre) et une séquence indienne durant laquelle l'amphithéâtre s'est progressivement vidé. Entre le

« Daniel Humair Réunion » et le « Globe Unity Orchestra », Yochko Seffer, accompagné de Jean-MY Truong à la batterie et du quatuor à cordes Margan. Les quatre femmes, avec leurs violons et dans des robes plus adéquates à une fosse d'orchestre qu'à l'amphi de Châteauvallon, ajoutaient une touche baroque à la musique peu convaincante de Seffer dans laquelle le batteur Jean-MY Truong s'évertuait, privé qui plus est de bassiste, à taper du binaire devant un public réticent. Quelques huées, des sifflements et pas d'applaudissements.

Mais il y eut durant ces trois derniers jours de bons, de grands moments. Réunissant son vieil ami Henri Texier à la basse, le pianiste Gordon Beck et le saxophoniste Alan Skidmore, Daniel Humair a présenté un quartet qui, s'il ne fut pas très original dans le contexte de Châteauvallon - ils jouèrent une musique fortement inspirée de Coltrane et de Rollins - a montré qu'il pouvait jouer cette musique avec beaucoup de technique et de talent.

Le Globe Unity Orchestra n'a peut-être pas eu tout le succès qu'il méritait. Sans doute, joua-t-il un peu à l'économie, mais le spectacle que nous a donné ce rassemblement de musiciens aussi exceptionnels que Peter Brötzmann, Albert Mangelsdorff, Kenny Wheeler ou Manfred Schoof démontre que le jazz européen - qui dans ce cas précis a la bonne idée de ne pas vouloir s'inspirer



Le Globe unity orchestra

puissants actuellement. Un souhait pour l'année prochaine: avoir le Willem Breuker Kollektief au programme.

Dimanche soir, l'Art Ensemble of Chicago était affiché au programme, et comme il se devait, l'amphi était archicomble. C'est Henri Texier qui se produisit en premier, seul, pour un solo de luth et de contrebasse. Avec tout le mérite qu'il peut avoir à se lancer dans l'exécution la plus difficile qui soit (il vient d'ailleurs de sortir un disque en solo absolu), il nous paraît être beaucoup plus inventif en formation.

Le quartet d'Hugo Heredia, saxophoniste qui marche sur les pas de son compatriote argentin Gato Barbieri, ne souleva pas la foule (mais cette référence au « Gato » — qui vient des organisateurs — nous laissa sur notre faim. Il

appeler un chat un chat). Il est vrai que chacun attendait l'Art Ensemble of Chicago.

Pourtant, l'Art Ensemble ne suivit pas immédiatement. Une surprise de taille attendait le public, et André Francis, bien connu sur les ondes de France-Musique (et des amateurs de jazz), pouvait être satisfait: il avait cette fois, dans ses petits papiers, de quoi faire cesser les quolibets, qui, d'ordinaire, saluent ses apparitions sur scène. Il annonça en effet que, passant par là en touriste mais avec ses instruments dans ses bagages, Sam Rivers se proposait de jouer pour nous. Seul, passant du saxo soprano au piano, puis du ténor à la flûte, il eut le succès qu'il méritait. Un grand moment du festival. Sam Rivers dut partir au bout d'une demi-heure à cause des impératifs du programme et malgré les rappels du public. Mais on en reste toujours à se demander si cette gloire désormais acquise parviendra à combler les vingt ans d'anonymat qu'il dut traverser.

Un instant, on avait presque oublié l'Art Ensemble, mais le concert qu'il donna ensuite, fit encore l'événement. Bien connus désormais du public français, Joseph Jarman, Roscoe Mitchell, Lester Bowie, Malachi Favors et Don Moyle ont répondu à ce que le public attendait.

Jarman, Favors et Moyle, costumés et le visage peint comme à leur habitude, côtoyaient Roscoe Mitchell en col roulé-jean's et Lester Bowie qui avait passé, par-dessus son costume-chemise-cravate, une blouse blanche. Humour féroce d'un groupe qui est le tenant de la great black music que nous avons pu entendre. Mêlés à cela des danses, des gestuels et des improvisations humoristiques (Bowie qui, par exemple, donne un sérieux coup de... trompette à un chien qui passe devant lui et qui récidive quand le chien repasse — heureux hasard — en plein dans la mesure).

C'est toute « l'afro-américanité » qui détermine la musique de l'Art Ensemble que nous avons eu le loisir de voir et d'écouter ce soir-là: des instrumentistes merveilleux, souvent polyvalents, qui jouent une musique dont l'agressivité sort tout droit de la contradiction Afrique-Amérique. Le public, cette fois, s'est levé pour applaudir et, en tapant de ses mains le rappel sur scène des musiciens, a scandé aussi: « Nous ne bougerons pas d'ici ». L'Art Ensemble est revenu. Jarman a remercié l'auditoire pour son appréciation de cette « great black music », introduisant par là une sorte de connivence pour les uns, de dernière agression pour les autres (si c'est le cas); et ils ont rejoué, et nous avons re-(j)oué.

E. Oswald



délibérément des musiciens américains - est en bonne voie. Le manque de place nous interdisant de nous pencher sur les quatorze musiciens de l'orchestre, on ne mentionnera que Peter Brötzmann, dont le jeu est sans doute un des plus

Les musiciens du Nil

Huit musiciens et une danseuse, égyptiens, se sont taillés samedi soir un des plus beaux succès de la Musique ouverte de Châteauvallon. Ils ont présenté la musique populaire égyptienne, la musique des « fellahs » (paysans de la vallée du Nil, majorité écrasante de la population), musique traditionnelle des masses paysannes, méprisée par la bourgeoisie caireote pour laquelle « fellah » est synonyme de « plouc ».

Les musiciens du Nil sont un groupe à géométrie variable. Constitué autour d'un noyau de trois musiciens qui jouent ensemble depuis très longtemps (dont le chanteur-joueur de rabab Metqal Qenaoui Metqal), le groupe peut comporter jusqu'à une quinzaine de musiciens ou même plus. A Châteauvallon, ils étaient huit: trois joueurs de rabab (petit instrument à cordes de crin et archet), trois souffleurs et deux percussionnistes. Tous sauf deux sont originaires de Louxor el Karnak, en Haute-Egypte. Musiciens professionnels, ils jouent ensemble dans les fêtes traditionnelles, noces, circoncisions, ect. Leur musique, non écrite se transmet par tradition orale. Musiciens, ils le sont de père en fils, conservant presque toujours le même instrument.

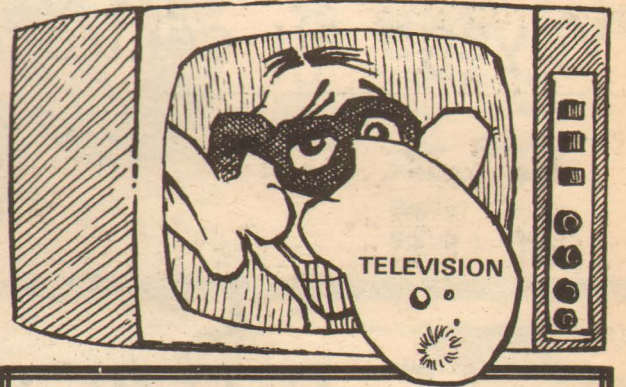
Leur musique, à la rythmique solide et variée, a très vite obtenu

l'adhésion du public. Ils sont passés par des chants épiques aux complaintes et aux danses. Sur les gradins, des musiciens aux origines aussi différentes que Joseph Jarman, Michel Portal et Kent Carter, entre autres, n'étaient pas les moins attentifs et ne cachaient leur plaisir. Quelques travailleurs immigrés, peu nombreux malheureusement, étaient venus de Toulon. Ils manifestaient leur joie d'entendre leur musique et leur langue en lançant entre les morceaux des plaisanteries aux musiciens. Une joyeuse complicité s'instaurait entre eux.

Un seul regret: qu'un autre concert des Musiciens du Nil n'ait pas été organisé au centre de Toulon, sur une place ou dans un square. Les travailleurs immigrés y seraient sûrement venus nombreux et cela aurait été un beau camouflet pour les cliques racistes qui écrivent sur les murs du centre ville « les arabes à la mer ».

Les Musiciens du Nil étaient venus en 75 à Paris au Musée Guimet pour un public restreint d'initiés. On commence enfin à pouvoir entendre de la vraie musique arabe en France, grâce notamment aux efforts de gens comme Daniel Cau. Les Musiciens du Nil reviendront probablement en France au printemps 77. Nous en reparlerons.

P. C.



TF 1

12.30 Le Francophonissime
13.00 Journal
13.35 Les six femmes d'Henri VIII (feuilleton)
15.05 L'imagination au galop
18.20 Pour les jeunes
19.20 Actualités régionales
19.40 Une minute pour les femmes
19.45 Le village englouti (feuilleton)
20.00 Journal
20.30 Le commissaire Moulin
Choc en retour
22.00 Gorilla (documentaire-reportage)
23.00 Journal

A 2

15.00 Flash d'information
15.05 Aujourd'hui madame
15.55 Bonanza (série américaine)
16.45 Viens avec nous
A Saint-Paul de Vence avec Chillida, le sculpteur
17.15 Teva (feuilleton)
18.15 Ce jour-là, j'en témoigne
26 janvier 1943
18.40 Le palmarès des enfants
18.55 Des chiffres et des lettres
19.20 Actualités régionales
19.40 Bonjour Paris (feuilleton)
20.00 Journal
20.30 Un shérif à New York (série policière américaine)
21.55 Inventaire
D'un nord à l'autre
22.45 Journal

FR 3

19.05 Etranger, d'où viens-tu (feuilleton)
19.20 Actualités régionales
19.40 Les osmond brothers (dessin animé)
19.55 Flash journal
20.00 Les jeux de vingt heures
20.30 Cinéma d'aujourd'hui
L'étrangère (1967)
A l'eau de rose...
21.50 Journal

radio

FRANCE-MUSIQUE - M.F.

20.30 Festival de Salzbourg
Schubert et Brahms
22.45 Dossier musical
Goethe (II)

FRANCE-CULTURE - M.F.

20.00 Les maîtres du roman populaire
Fantastique et anticipation scientifique

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper ou recopier et à renvoyer à l'adresse suivante: JOURNAL ROUGE « SERVICES ABONNEMENT » 2 RUE RICHARD LENOIR A MONTREUIL 93 100

NOM	PRENOM	N°
RUE	CODE POSTAL	
VILLE	TARIF ABONNEMENT NORMAL (encadrer la mention utile)	
FRANCE		
COLLECTIVITES		
ETRANGER		
3 MOIS	80 F	130 F
6 MOIS	150 F	250 F
1 AN	300 F	500 F

TARIF ABONNEMENT VACANCES (encadrer la mention utile)

PERIODE CHOISIE	FRANCE	ETRANGER
15 JOURS	20 F	33 F
1 MOIS	40 F	65 F
2 MOIS	60 F	100 F

(Avion et pli fermé, écrire au journal)

POUR LES ABONNEMENTS VACANCES, SI VOUS ETES DEJA ABONNES, INDIQUER LE NUMERO FIGURANT SUR LA BANDE D'ENVOI OU JOINDRE CELLE-CI (STRICTEMENT INDISPENSABLE)

N° DE LA BANDE D'ENVOI

Compter un délai de 8 jours pour obtenir un abonnement ou un changement d'adresse.

LES CHEQUES D'ABONNEMENTS SONT A L'ORDRE DE DANIEL BENSARD.

De nombreux chèques de soutien nous sont parvenus durant ces mois d'été. En raison des vacances ces chèques n'ont pas encore été comptabilisés. Nous reprendrons donc les listes de souscription dès le début septembre.

Chèques à libeller à l'ordre de Pierrette Chesnot et à envoyer à l'adresse du journal.
CCP Paris 4 501 42 R



Voyage au centre des Amériques

- 1 - LE PILLAGE ET LA TERREUR



On connaît de l'Amérique latine le Chili ou l'Argentine, le Brésil ou le Mexique. Déjà les pays andins, de la Colombie à la Bolivie, sont des réalités plus lointaines. Quant à l'Amérique centrale, hormis Panama et le canal et quelques clichés plus folkloriques que politiques sur les « républiques bananières » ou « les dictatures d'opérette », qui, en France, connaît ?

Qui sait qu'au Guatemala, par exemple, pays de cinq millions d'habitants, la répression a fait ces vingt dernières années autant de morts qu'au Chili en 1973 ?

Qui sait qu'au Nicaragua, où depuis 40 ans règne une famille -les Somora- un habitant sur sept a connu ou connaît les brutalités et les sévices d'un des appareils répressifs les plus tentaculaires qu'on puisse imaginer ?

Qui sait même que Panama est un pays coupé en deux par une zone américaine directement administrée depuis Washington et où campent plus de 30 000 GI's ?

La réalité centro-américaine peut s'exprimer en quelques chiffres. L'Amérique centrale, c'est six pays : le Guatemala, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua, Costa-rica et Panama, ainsi qu'une petite colonie, résidu de l'empire britannique, Belice.

Au total, une quinzaine de millions d'habitants dont seulement 3 millions (1/5, donc) « peuvent être considérés comme des consommateurs potentiels d'articles manufacturés ». C'est un rapport de la Banque mondiale qui nous le dit, en prenant la précaution de préciser qu'il s'agit là d'une estimation « optimiste ». En clair, ce la veut dire que les 4/5^e de la population vit dans la misère. 65 % de la population est agricole, nous disent également les statistiques. Mais 81 % de cette population « agricole » ne possède pas de terre ou vit sur des lopins dérisoires à peine capables d'assurer leur survie.

Le revenu moyen annuel de ces 81 % est d'ailleurs estimé à 90 dollars américains (450 de nos francs par an) ! Par contre, et ceci explique cela, 5 % de cette population « agricole » est constituée par des grands propriétaires terriens qui se partagent 65 % du revenu agricole total.

Enfin, dans les six pays d'Amérique centrale sont installés -selon un recensement datant de 1971- 572 entreprises étrangères, parmi lesquelles 413 (les 3/4) sont nord-américaines. Ces entreprises contrôlent l'essentiel des activités économiques, en particulier les plus lucratives. Aucune statistique n'est malheureusement disponible sur leurs profits, à peu près intégralement rapatriés aux Etats-unis ou en Europe.

L'alliance pour le profit

En 1960, pour contre-balancer le prestige et l'influence de la révolution cubaine, l'impérialisme américain, par la voix de Kennedy, proposait aux latino-américains

« l'Alliance pour le Progrès ». Il s'agissait d'un plan destiné à créer les conditions d'un développement économique, d'une industrialisation relative des pays latino-américains et où le capital nord-américain devait jouer un rôle décisif au niveau de l'investissement et bien sûr des profits.

Dans ce cadre les pays centro-américains furent « invités » à entamer un processus d'intégration de leurs économies. Le Guatemala, le Salvador, le Honduras et le Nicaragua, rejoints ensuite par le Costa-rica, créèrent donc un « marché commun centro-américain ». Il s'agissait, en fait, de créer un marché plus vaste et plus cohérent pour le capital étranger investi dans la région et pour les secteurs les plus dynamiques de la bourgeoisie centro-américaine qui lui sont intimement associés.

Il s'agissait aussi pour ce capital d'échapper aux contraintes fiscales déjà existantes -pourtant faibles- et de disposer d'une force de travail abondante et à encore plus bas prix en jouant sur les inégalités et les disparités de situation entre les pays.

Il s'agissait, enfin, de protéger les investissements déjà réalisés des effets de la concurrence internationale.

Sous couvert de « progrès », d'« intégration économique », l'Amérique centrale se convertissait en un paradis pour le capital international. Quinze ans plus tard, le marché commun centro-américain est en pleine crise. De « progrès », il n'y en a guère eu, d'« intégration » non plus d'ailleurs.

La loi du profit maximum (comme partout ailleurs en Amérique latine) a bien évidemment eu raison de toutes les déclarations d'intention des représentants de l'impérialisme.

Le capital s'est investi là où les conditions étaient les plus favorables pour sa reproduction. C'est à dire au Guatemala où la stabilité politique et la « paix sociale » sont « garanties » par une des plus féroces des politiques



répressives de tout le continent latino américain, ainsi qu'au Salvador.

Et ces investissements, de par leur caractère, n'ont même pas impliqué pour ces pays un véritable développement économique et encore moins un quelconque « progrès social ». Les disparités économiques entre les pays et à l'intérieur de chaque pays s'en sont encore trouvées accrues, accentuant la crise chronique de la bourgeoisie centro-américaine et sa dépendance vis-à-vis de l'impérialisme.

Des luttes passées et à venir

Isolées et souvent méconnues, d'importantes luttes ont eu lieu dans ces pays depuis la victoire de la révolution cubaine. Au Guatemala et au Nicaragua en particulier où, malgré la répression et la terreur malgré le gonflement d'armées chaque fois mieux équipées et entraînées, des mouvements de guérilla n'ont jamais cessé d'exister depuis maintenant quinze ans.

Dans un contexte très difficile, d'autres combats se préparent contre un impérialisme américain plus omni-présent là que partout ailleurs, et contre des régimes qui, sous une forme ou sous une autre, vivent de cette omniprésence.

Avec l'apparition d'une nouvelle génération de militants révolutionnaires, une lente, mais réelle recom-

position des forces révolutionnaires est en cours dans ces pays. Des noyaux de militants marxistes révolutionnaires notamment s'y sont déjà constitués et, à partir d'un travail dans chacune de leur réalité nationale, ils ont commencé pour le

première fois dans la région, à coordonner leurs activités.

Jean Pierre Beauvais

Demain : le Guatemala ou l'utilisation politique du tremblement de terre



Revolución Socialista

GUATEMALA
BELICE
HONDURAS
EL SALVADOR
NICARAGUA
COSTA RICA
PANAMA

★ ★

“o revolución socialista
o caricatura de revolución”
CHE

ORGANO DE INFORMACION DE LOS MARXISTAS REVOLUCIONARIOS DE CENTROAMERICA

REVOLUTION SOCIALISTA,
Organe d'information des marxistes-révolutionnaires centro-américains

Le premier numéro du bulletin de liaison et d'information des marxistes-révolutionnaires centro-américain est paru en juin dernier. Ce bulletin mensuel est publié à Mexico par des militants centro-américains qui, la plupart, ont dû s'exiler au Mexique.

Il est édité en liaison avec les différentes organisations ou noyaux marxistes-révolutionnaires centro-américains se réclamant de la IV^e Internationale.

Certaines de ces organisations ont, par ailleurs, leur propre presse nationale.

A Panama, la Ligue socialiste révolutionnaire, publie un mensuel vendu à 1500 exemplaires, *Revolucion socialista*.

Au Costa-Rica, les militants marxistes-révolutionnaires publient un bulletin de discussions et de débats *Débats comunistas*.

Au Nicaragua, la Ligue marxiste révolutionnaire publie régulièrement et clandestinement des brochures et une revue théorique.